



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt , le onze décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)

Conseil de Communauté du 11 décembre 2020
Délibération n°DCC2020_203

| | |
|--------------|---|
| Objet | Création d'une nouvelle instance en matière de politique de l'habitat : la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) |
| Rapporteur | Michel CORRE |
| Service | Service Habitat |
| Thème | Habitat |

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

1. Contexte législatif

Les lois ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové), Égalité et Citoyenneté, et ELAN (Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique) réforment la gestion de la demande et les politiques d'attribution des logements sociaux. Les intercommunalités sont, dorénavant, désignées comme « chefs de file » de cette politique et ont l'obligation, pour certaines notamment qui disposent d'un PLH obligatoire, de piloter cette démarche et d'élaborer des documents. Cette démarche doit se traduire par :

1. la mise en place d'une CIL (Conférence Intercommunale du Logement) qui représente le comité des acteurs du logement chargé du pilotage et du suivi de la politique d'attribution des logements sociaux,

2. l'élaboration de trois documents :

- un document cadre sur les orientations stratégiques en terme d'attributions de logements sociaux
- une CIA (Convention Intercommunale d'Attribution) qui est le document opérationnel qui décline les orientations stratégiques du document cadre,
- un PPGDLSID (Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs). Il doit définir les orientations et les actions concernant l'accueil et l'information des demandeurs, y compris la mise en place de la cotation de la demande,

2. Rôles et objectifs de la CIL

La CIL est chargée de définir les objectifs et les modalités en matière d'attribution de logements sociaux. Il est précisé que cette instance partenariale, co-présidée par l'EPCI et l'État, n'est pas une instance d'attribution de logements.

La CIL est chargée d'améliorer la cohérence des stratégies menées par les bailleurs et les différents acteurs du logement en définissant des orientations, des objectifs et un cadre de travail communs.

Elle définit et adopte notamment les orientations en matière d'attribution de logements, les mutations concernant le patrimoine locatif social, les modalités de relogement des personnes relevant des publics prioritaires. Cette instance est également associée à l'élaboration du PLH.

3. Composition de la CIL

La composition de la CIL, instance co-présidée par le Président de la Communauté de communes ou son représentant et le Préfet ou son représentant est définie par le code de la Construction et de l'Habitation. Il est possible d'y associer d'autres organismes ou

associations.

A l'échelle de la CCPLD, il est proposé de retenir la composition suivante :
(pas le représentant de l'État car coprésidence)

- les services de l'État (DDTM, DDCS...),
- les maires des communes membres de la CCPLD ou leurs représentants,
- les présidents de CCAS ou leurs représentants,
- la présidente du Département du Finistère ou son représentant et les services du CD concernés,
- les bailleurs sociaux opérants sur le territoire,
- les représentants de tout organisme titulaire de droits de réservation (tels que Action Logement),
- les associations de locataires siégeant à la commission nationale de la concertation (telle que la CLCV),
- les associations de défense et représentants des personnes défavorisées (telles que la Fondation Abbé Pierre),
- les autres organismes partenaires de la politique du logement : ADIL29, AGHEB, SIAO notamment

Une fois instaurée, la CIL devra se doter d'un règlement intérieur qui précisera le fonctionnement de cette instance. Ce règlement sera proposé aux membres de la CIL lors de la première séance d'installation.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu les dispositions des lois ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové), Égalité et Citoyenneté, et ELAN (Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique),
Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 23 novembre 2020
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 17 novembre 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la création de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) dans les modalités définies ci-dessus,

Article 2 : autorise le Président ou son représentant, à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.